

Débats du Parlement européen sur les perspectives de l'unification de Chypre (21 avril 2004)

Légende: Le 21 avril 2004, à la veille du référendum sur l'unification de l'île de Chypre, le Parlement européen organise un débat sur le plan proposé par Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies.

Source: Débats du Parlement européen sur les perspectives de l'unification de Chypre. [EN LIGNE]. [s.l.]: Parlement européen, [10.05.2005]. Disponible sur

http://www2.europarl.eu.int/omk/sipade2?SAME_LEVEL=1&LEVEL=3&NAV=S&LSTDOC=Y&DETAIL=&PUBREF=-//EP//TEXT+CRE+20040421+ITEM-001+DOC+XML+V0//FR.

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/debats_du_parlement_europeen_sur_les_perspectives_de_l_unification_de_chypre_21_avril_2004-fr-21007c8c-0460-4299-bbd1-0554c1046f21.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Débats du Parlement européen sur les perspectives de l'unification de Chypre (21 avril 2004)

[...]

Le Président. - L'ordre du jour appelle les déclarations du Conseil et de la Commission sur les perspectives de l'unification de Chypre avant son adhésion à l'Union européenne.

Pour commencer ce débat, je souhaiterais citer le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, lors du discours qu'il a prononcé à la fin de la semaine dernière devant le Conseil de sécurité. Il a dit: "Le plan est complexe et subtilement équilibré. Inévitablement, comme dans toute négociation, il s'agit d'un compromis. La présentation du contenu de ce plan au public n'a pas toujours été aussi impartiale."

Je suis obligé de dire, en suivant ce débat avec un très grand intérêt, que je partage largement les inquiétudes exprimées par le secrétaire général des Nations unies à ce sujet.

Je souhaite ajouter une inquiétude personnelle: nous avons constaté, notamment dans le cadre des émissions télévisées diffusées à Chypre aux heures de grande écoute, qu'il y a un degré évident de manipulation, qu'il y a eu exclusion délibérée des étrangers, tels que le commissaire Verheugen - qui sera le concitoyen européen de nos collègues chypriotes dans les prochaines semaines - et ceci est un spectacle bien malsain et indigne d'un pays qui devrait normalement chercher à satisfaire aux critères de Copenhague.

(Applaudissements)

J'accueillerais très positivement le fait que ces remarques, cette modeste suggestion d'une vision alternative, soient diffusées sur l'île en question, malgré le manque d'impartialité dont y font preuve les émissions télévisées.

Roche, Conseil. - (EN) Monsieur le Président, je suis sûr que tous les députés sont aussi conscients que le président de l'importance de ce débat.

Je vous remercie pour l'opportunité qui m'est donnée de contribuer à ce débat au nom du Conseil et de la présidence. Notre discussion ce matin se tient seulement trois jours avant une date véritablement significative pour la population de l'île de Chypre. Le 24 avril, elle votera, dans le cadre de référendums distincts mais simultanés, sur le texte d'un règlement global du problème de Chypre présenté récemment par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, dans le cadre d'une procédure de négociation approuvée par les différentes parties.

L'Union européenne est infiniment reconnaissante au secrétaire général, et en particulier à son conseiller spécial, M. Alvaro de Soto, pour leurs efforts inlassables en vue de parvenir à un règlement du problème. Ils ont travaillé en étroite collaboration avec les parties et les gouvernements de la Grèce et de la Turquie. Ils ont créé une opportunité historique unique pour un règlement global du problème de Chypre.

Si la population chypriote vote "oui" aux deux référendums samedi, une Chypre unie rejoindra l'Union européenne, le 1er mai, avec neuf autres nouveaux États membres. L'Union européenne privilégie fortement l'adhésion d'une Chypre unie, et je souligne cette nette préférence. Laissez-moi rappeler aujourd'hui l'engagement, pris successivement par différents Conseils européens, d'adapter les termes de l'accord aux principes sur lesquels reposent notre Union européenne.

Les origines de l'Union européenne sont à chercher dans la plus terrible guerre de l'histoire humaine, qui a quasiment détruit notre continent. L'Union est née d'un profond désir d'encourager les nations européennes à travailler ensemble à l'amélioration de la situation de toutes leurs populations et à la résolution pacifique de leurs différends, sans recours au conflit. L'adhésion à l'Union européenne a permis aux nations et aux communautés divisées en Europe de dépasser ces divisions profondes et cruelles. Je suis persuadé qu'avec le temps, ce sera également le cas pour une Chypre unie au sein de l'Union européenne.

L'adhésion de dix nouveaux États membres dans seulement neuf jours mettra fin formellement aux tragiques divisions de l'après-guerre sur le continent européen. Nous avons aussi l'opportunité de mettre fin maintenant à une autre division en Europe. La décision sur le plan de règlement présenté par le secrétaire général, M. Annan, repose en fin de compte sur les citoyens de Chypre. Le choix et la décision leur appartiennent. En envisageant, individuellement et collectivement, cette décision qui aura des conséquences profondes sur leur avenir ainsi que sur l'avenir de leurs enfants et petits-enfants, ils peuvent être assurés de la solidarité de l'Union européenne.

Lorsque les citoyens chypriotes exerceront leurs droits démocratiques, ils seront totalement conscients de la nature historique de leur décision et des opportunités qu'elle offre à Chypre, à ses voisins ainsi qu'au reste de l'Europe. Ils ont sûrement entendu, comme nous, les propos du secrétaire général, M. Annan, indiquant que le plan "est la seule route possible et envisageable pour la réunification de Chypre".

L'Union européenne et une grande partie de la communauté internationale sont prêtes à apporter leur aide, à la fois politique et économique, pour l'application de ce règlement. L'engagement et l'espoir de la communauté internationale étaient évidents lors de la conférence préparatoire à haut niveau des donateurs, présidée par le commissaire Verheugen, qui s'est tenue la semaine dernière à Bruxelles. J'ai participé à cette conférence et les orateurs successifs ont exprimé leur volonté, leur souhait, leur espoir et leur désir d'apporter un soutien financier à la mise en œuvre de ce plan.

Un nombre très significatif d'engagements fermes ont été pris. Pour le cas où le plan serait approuvé, la Commission européenne a déjà affecté des fonds significatifs pour aider au développement économique de Chypre et améliorer la situation de ses habitants. De nombreux États membres, dont l'Irlande, ont indiqué qu'ils annonceraient un financement significatif et spécifique pour soutenir la mise en œuvre du règlement dans le cadre d'une large conférence des donateurs qui, nous l'espérons, aura lieu à l'automne.

Les résultats de la conférence internationale de la semaine dernière ont été salués dans une importante déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU, le 16 avril. En soulignant qu'il appartient maintenant aux Chypriotes de prendre une décision historique concernant leur avenir, les membres du Conseil de sécurité se sont engagés, si le plan est approuvé, à entreprendre d'autres actions que celles prévues dans le cadre du plan, incluant l'établissement d'une nouvelle opération onusienne afin de soutenir son application rapide et totale par toutes les parties. Les membres du Conseil de sécurité se sont également engagés à s'assurer que les parties respectent pleinement les engagements pris dans le cadre de ce règlement.

Les Nations unies se sont activement investies à Chypre ces quarante dernières années. La force des Nations unies à Chypre, établie en 1964, est l'une des opérations de maintien de la paix les plus longues de l'histoire de l'ONU. Les États membres, incluant mon propre pays, sont fiers d'avoir contribué à cette force en lui fournissant du personnel civil, militaire et de police dans l'intérêt de toute la population de Chypre.

L'Union européenne a été jusqu'au bout avec Chypre. Maintenant, le 24 avril, la population de Chypre fera un choix démocratique - c'est son choix - sur les propositions de règlement qui lui sont soumises. C'est une opportunité historique unique qui lui est donnée. Le choix lui appartient et n'appartient qu'à elle.

Nous espérons que les Chypriotes feront le bon choix. C'est une période difficile. Nous le comprenons. Nous comprenons leur histoire. Nous comprenons toutes les passions que cela déchaîne, mais le choix leur appartient, à eux seuls. Nous le respecterons quel qu'il soit et nous espérons que leur décision permettra l'intégration pacifique d'une Chypre unie dans notre Union le 1er mai.

(Applaudissements)

Verheugen, Commission. - (DE) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le principe fondamental sur lequel repose l'unification européenne est le désir que nous partageons tous de collaborer et de poursuivre des politiques garantissant la coexistence pacifique des nations européennes. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes unis et c'est la raison pour laquelle nous sommes rassemblés ici ce matin. Ce

que nous attendons, en tout premier lieu, de tous nos États membres et ce que nous attendons avant tout des pays qui vont nous rejoindre dans moins de dix jours, c'est l'adhésion totale à ce principe fondamental de l'unification européenne en tant que projet de paix. C'est ce que j'attends également du gouvernement de la République de Chypre.

Chypre est le dernier pays en Europe à être divisé. Chypre est le dernier pays en Europe dont la capitale est coupée en deux par une ligne mortelle de fils barbelés et de champs de mines. Depuis le début de ce conflit, nous n'avions encore jamais été aussi près de trouver une solution. Quelques centimètres nous séparent de notre objectif et, pourtant, je dois vous dire que j'ai très peu d'espoir que nous les franchissions. Laissez-moi vous expliquer pourquoi.

La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui se présente comme suit. À la surprise générale, le gouvernement chypriote emmené par le président Papadopoulos a déclaré qu'il rejetait catégoriquement le plan de paix des Nations unies et appelle la communauté chypriote grecque à voter contre ce dernier.

À mes yeux, il s'agit d'une situation très décourageante pour deux raisons. Premièrement, quand nous avons changé de stratégie en ce qui concerne Chypre en 1999 et qu'à la demande pressante du gouvernement chypriote, nous avons promis au gouvernement chypriote grec que la résolution du conflit ne serait pas une condition préalable à l'adhésion de l'île à l'Union européenne, cela reposait sur l'idée claire selon laquelle nous ferions tout ce qui est possible pour faciliter l'adhésion de Chypre. De même, le gouvernement de la République de Chypre ferait tout ce qui est en son pouvoir pour trouver un terrain d'entente et pour qu'un règlement du conflit n'échoue en aucun cas à cause de l'opposition chypriote grecque. Je me suis entretenu des dizaines de fois à ce sujet avec l'ancien président Glafkos Clerides et le président Papadopoulos. Il ne peut y avoir de malentendu sur ce point. Nous avons un accord clair: nous organiserions l'adhésion de Chypre et ils feraient en sorte que les Chypriotes grecs ne soient pas à l'origine de l'échec d'une solution au conflit. Nous n'avons pas pu parler pour les Chypriotes turcs.

Je demande instamment au président Papadopoulos de remplir sa part du contrat.

(Applaudissements)

Le deuxième point que je voudrais aborder est que le processus de négociation lancé sous les auspices du secrétaire général des Nations unies s'est longtemps heurté à un refus catégorique des Chypriotes turcs. Grâce, notamment, aux efforts de l'Union européenne, ce blocage a été surmonté et, à chaque étape du processus, le gouvernement de la République de Chypre a réaffirmé son soutien au schéma de base du plan Annan, disant qu'il souhaitait que quelques points mineurs soient modifiés, mais en respectant les critères du plan - je cite: "within the parameters of the plan".

Les déclarations qu'a faites le président Papadopoulos à la fin des pourparlers en Suisse impliquent un rejet catégorique des principes de base exposés dans le plan. La seule chose que je puisse conclure des déclarations du président Papadopoulos est que le gouvernement de la République de Chypre rejette maintenant la solution fédérale au problème chypriote, laquelle repose sur la coexistence et l'égalité entre les Chypriotes grecs et turcs et à laquelle adhèrent les Nations unies et l'ensemble de la communauté internationale.

Permettez-moi de me montrer peu diplomate. Mesdames et Messieurs, je me sens personnellement trahi par le gouvernement de la République de Chypre. Pendant des mois - des mois - j'ai fait tout ce que je pouvais, comme tout le monde, de bonne foi et en me fiant aux promesses faites par le gouvernement chypriote grec, afin d'établir des critères qui permettraient aux Chypriotes grecs d'approuver ce plan. Cela n'a malheureusement pas été possible. Cependant, il est tout naturel d'exiger aujourd'hui d'un pays désireux de rejoindre l'Union européenne dans moins de dix jours qu'il veille, au minimum, à fournir des informations justes et sensées sur les objectifs et le contenu de ce plan. C'est la première fois de l'histoire de la Commission européenne que l'on interdit à l'un de ses membres de s'exprimer sur une question européenne cruciale dans un État membre sous prétexte que cela constitue une ingérence dans ses affaires internes. Je demande au président Papadopoulos de veiller à ce que les libertés fondamentales d'information et

d'opinion dans son pays soient strictement garanties et à ce que, dès aujourd'hui, toutes les personnes étant en mesure de fournir une explication complète de ce plan conformément aux intentions des Nations unies aient librement accès aux médias chypriotes. Je suis toujours disposé à le faire.

(Applaudissements)

J'en viens à ma conclusion. La solution n'a pas pour objectif d'être une transaction dans l'intérêt du commerce. Selon moi, il est très regrettable que dans les nombreuses déclarations que j'ai entendues du côté chypriote grec ces derniers jours, les mots "paix", "réconciliation", "compréhension mutuelle" et "coexistence de diverses communautés et religions" aient à peine été mentionnés. L'accent est presque toujours mis sur les aspects commerciaux. Permettez-moi de le dire clairement que notre objectif est de fournir un modèle, dans cette région du monde, démontrant que le concept d'intégration européenne est suffisamment fort, non seulement pour éviter les conflits, mais aussi pour résoudre ceux qui existent déjà. Cela enverrait un signal très fort, surtout dans cette région, où la coexistence de communautés différentes sur les plans culturel et religieux a débouché sur la crise internationale la plus profonde et la plus difficile que nous ayons connue ces derniers temps. C'est pourquoi l'importance de cette question va bien au-delà de Chypre elle-même.

La Commission a tenu ses engagements. Comme prévu, nous avons présenté un dossier au Conseil dans lequel les dispositions du plan des Nations unies sont adaptées conformément à l'acquis. Après une analyse minutieuse, nous nous sommes assurés que la nouvelle République de Chypre, la République unie de Chypre, puisse parler d'une seule voix, tienne ses engagements internationaux, ne bloque pas les forums internationaux et soit dotée de structures assez solides pour appliquer le droit international. Nous avons déclaré qu'en tant que gardienne des Traités, la Commission surveillera étroitement tout cela afin de garantir que ces dispositions sont respectées. Enfin, nous avons promis de contribuer au financement des coûts résultant de cet accord et il s'agit de promesses généreuses.

Laissez-moi dire sans ambages aux Chypriotes grecs qu'il n'y aura jamais de plan qui satisfasse pleinement l'une ou l'autre partie. C'est impossible. Ce que nous pouvons faire, c'est nous rapprocher le plus possible d'un tel plan, et il n'y aura pas de meilleur plan que celui-ci. À ceux qui disent aujourd'hui "d'accord, mais dans ce cas trop de soldats turcs resteront sur l'île", je répondrai que rejeter le plan prolonge la présence de 30 000 soldats turcs à Chypre.

(Applaudissements)

Une autre plainte est que trop de colons turcs resteront sur l'île. Laissez-moi vous dire que rejeter le plan permettra à 100 000 colons turcs supplémentaires de s'installer à Chypre.

(Applaudissements)

Ce plan offre une solution qui va dans l'intérêt de la communauté grecque ainsi que dans l'intérêt de la communauté turque. Il s'agit d'une solution qui va dans l'intérêt de l'Union européenne et je lance un dernier appel aux citoyens chypriotes pour qu'ils prennent samedi une décision qui permettra à ce pays d'adhérer à l'Union européenne avec un ticket d'entrée attestant de son soutien à la paix et à la compréhension en Europe et dans le monde entier.

(Applaudissements)

Le Président. - Je vous remercie, Monsieur le Commissaire, pour la franchise de vos observations.

Brok (PPE-DE). - (DE) Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Commissaire Verheugen, à la demande de la Conférence des présidents, la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense a rédigé un rapport qui se base sur les travaux de M. Poos et qui tend à assurer de notre point de vue également que des garanties seront maintenues et que le plan Annan peut en effet être appliqué sans problème majeur pour la

population.

Nous devons comprendre que, pour des sujets de ce genre, les gens poseront des questions et que ce type de solution ne peut pas régler tous les aspects à la totale satisfaction de tous les citoyens. Cela vaut par exemple pour les questions qui ont trait à la propriété, pour la réinstallation ou pour les compromis sur le stationnement des troupes. Il faut qu'il soit dit clairement que tout un chacun peut exercer ses droits, ce qui inclut le dépôt de plaintes devant les cours de Luxembourg et Strasbourg. Toutefois, nous devons également déclarer sans équivoque qu'une solution positive à ces questions et la réunification de l'île amélioreront en général la situation des habitants des deux côtés de la ligne de démarcation, et c'est pour cette raison qu'aucun problème particulier ne devrait se trouver en travers de ce chemin vers une solution globale.

Je pense - et c'est l'avis du groupe du parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et démocrates européens que j'ai l'honneur de représenter - qu'il était nécessaire de trouver un compromis et que, dans les circonstances actuelles, le compromis proposé est équitable. Cependant, en tant que Communauté européenne, nous devons également nous assurer que les citoyens ont confiance dans ce plan et nous devrions travailler activement pour faire en sorte que cette confiance soit consolidée de notre côté également. C'est la raison pour laquelle je pense que les paragraphes 13 et 14 de la proposition de résolution de M. Poos demandent clairement à toutes les institutions internationales qui ont des intérêts dans ce processus de garantir que le plan Annan sera effectivement appliqué et que le Parlement européen, via ses organes permanents, contrôlera la mise en œuvre afin de s'assurer que ces garanties sont respectées, garantissant de ce fait que la réunification profite aux habitants eux-mêmes.

Je suis moi-même devenu député européen alors que mon pays était toujours divisé. La situation n'est pas totalement identique. Chypre n'est pas une nation divisée; ici, il existe deux nations différentes dans un seul pays. Voilà la différence. Néanmoins, je pense que nous devons reconnaître que, bien que des problèmes puissent survenir avec ce type de réunification, les bénéfices pour les deux parties sont, dans l'ensemble, nettement supérieurs aux coûts. C'est pour cette raison que nous affirmons que les citoyens chypriotes ont le droit de décider de leur sort de façon indépendante et souveraine. Nous devons aussi admettre que, dans une communauté telle que l'Europe, nous devons nous soutenir les uns les autres afin de veiller à ce que nous puissions vivre ensemble au sein de notre communauté sur la base de la confiance, ce qui veut dire que les promesses doivent être tenues. C'est pourquoi nous demandons aux habitants chypriotes d'approuver le plan. C'est tout ce que nous pouvons faire. Lors de la première conférence des donateurs qui s'est tenue la semaine dernière, nous nous sommes mis d'accord sur des sommes d'argent considérables et nous avons fait part de notre volonté à soutenir ce processus avec des moyens adéquats.

J'espère que, sur cette base et dans l'esprit décrit par le commissaire Verheugen, qui s'investit beaucoup dans ce domaine depuis des années, nous pouvons encore escompter un résultat positif ce samedi.

Poos (PSE). - Monsieur le Président, dans l'histoire d'une nation, il arrive des moments où les citoyens sont placés devant un choix capital. Ils se trouvent comme au milieu d'un gué. Ils peuvent avancer vers l'autre rive ou revenir en arrière. Devant eux s'ouvre la voie de la réunification, de la réconciliation et de la paix civile, qui tire un trait sur le passé. C'est la voie qui avait toujours la sympathie du Parlement européen. Nous avons placé nos espoirs et notre confiance dans les capacités de négociation et de médiation du Secrétaire général des Nations unies. Nous ne l'abandonnerons pas en fin de parcours.

Depuis la reprise des négociations, le Parlement européen avait en plus énoncé quelques conditions fondamentales: capacité de parler d'une seule voix, personnalité juridique unique, pas de dérogation permanente au traité. La Commission nous certifie aujourd'hui que, dans la version finale du plan Annan, ces conditions sont remplies. Par conséquent, le doute sur la conformité du plan avec le traité n'a pas de raison d'être.

La deuxième voie qui s'offre aux électeurs chypriotes est le rejet de ce que M. de Soto présente comme point culminant de trente années d'efforts en vue d'une solution politique. C'est la voie du retour en arrière.

Si le plan est rejeté, la division de l'île sera scellée pour un temps indéfini. C'est en effet une illusion que de

penser que le document final soit réouvert à la négociation dans trois mois ou dans trois ans. Avec quels interlocuteurs? Sous quelle autorité? Avec quel appui international? C'est aussi une illusion que d'espérer qu'en cas de rejet du plan, les problèmes difficiles du retour des réfugiés, de la propriété, des troupes turques, etc. pourront trouver une solution. Le contraire est vrai. La situation actuelle sera verrouillée. Pas un seul réfugié de part et d'autre ne retournera dans son village natal et pas un seul soldat turc ne quittera la zone occupée.

(Applaudissements)

Notre projet de résolution délivre un message clair. Nous souhaitons aux électeurs chypriotes grecs et chypriotes turcs le courage de tourner la page maintenant. Avant votre entrée dans l'Union européenne, nous vous disons: Laissez le nationalisme devant la porte,

(Applaudissements)

l'Union européenne vous aidera à résoudre toute difficulté qui pourrait surgir dans la construction de la République de Chypre unie.

(Applaudissements)

Watson (ELDR). - (EN) Monsieur le Président, samedi, Chypre votera sur le plan Annan et sur son avenir. Chypre se situe à une charnière historique. Le groupe du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs de cette Assemblée a constamment exhorté les différentes parties à soutenir ce plan, et c'est ce que nous continuons de faire.

Le plan Annan offre à Chypre une chance de réconciliation et de renouveau. C'est une porte ouverte à un avenir meilleur pour cette île qui a beaucoup trop enduré pendant trop longtemps. Le plan fait des concessions importantes aux deux parties. Avec de la bonne volonté des deux côtés, il pourrait être un premier pas vers la fin des années de partition. Mon groupe remercie le commissaire Verheugen pour le volontarisme dont il a fait preuve dans cette affaire. Nous regrettons que d'autres dirigeants de l'UE n'aient pas exprimé leur engagement avec autant de verve. L'Union européenne prendra en charge une grande partie du processus de réunification et la Cour de justice fournira le cadre juridique de cette résolution. C'est le dernier et le meilleur espoir pour une Chypre unie de rejoindre l'Union le 1er mai.

Nous saluons les dirigeants des deux parties de Chypre qui ont soutenu le processus Annan et en ont fait l'éloge auprès de leurs concitoyens chypriotes. Le "non" serait un choix simple: une réponse qui rime facilement avec ressentiment et opportunisme politique convenu. Le "oui" demande du courage.

De nombreux Chypriotes, notamment dans la partie grecque, se demandent en quoi cette affaire nous concerne. Face à nos inquiétudes et notre consternation, ils affichent un haussement d'épaules d'autodétermination. Ils peuvent voter et voteront comme bon leur semble, et ils ont le droit de voter "non". Je crois cependant que ce serait un choix sectaire et fâcheux, un mauvais choix pour de mauvaises raisons. De plus, si le but de l'autodétermination est d'avoir la liberté d'entretenir de vieux ressentiments et le droit de soupeser l'argent empoché aujourd'hui contre la réconciliation de demain, les Chypriotes qui se sont détournés de ce processus sont les bienvenus. Je leur demande juste de réfléchir sur ceci. Que serait-il advenu si les Allemands de l'Ouest avaient choisi ce type d'autodétermination en 1990?

Sur notre continent meurtri par son histoire mouvementée, il y a certaines dettes anciennes pour lesquelles restitution et compensation ne pourront jamais être que relatives. Seules les personnes peu au fait de l'Histoire croient que l'on peut d'une façon ou d'une autre réparer ce qui s'est passé à Chypre, de la même manière que nous ne pouvons réconcilier le Kosovo et la Serbie ou Israël et la Palestine. Chypre a besoin d'un modus vivendi: une façon de vivre qui lui permette d'aller de l'avant plutôt que de regarder vers le passé.

Le plan Annan est un modus vivendi. S'il devait échouer samedi, la réunification de Chypre pourrait être

repoussée d'une génération. L'Union européenne devra faire face à une nouvelle réalité sur le terrain: la possibilité d'un transfert pacifique de territoire sera perdue, l'armée turque continuera de garder ce qui restera une frontière militarisée et les troupes onusiennes de maintien de la paix patrouilleront au sein de l'Union européenne.

L'écrivain anglais Lawrence Durrell, qui vécut à Chypre il y a de nombreuses années, rapporta un proverbe chypriote grec qui dit que l'on ne peut pas faire de feu avec de vieilles cendres. Les libéraux, démocrates et réformateurs de cette Assemblée espèrent par-dessus tout que dimanche ne verra pas les Chypriotes remuer les vieilles cendres froides d'une triste histoire.

(Applaudissements)

Modrow (GUE/NGL). - (DE) Monsieur le Président, je me suis rendu sur l'île la semaine dernière dans le cadre des pourparlers. Le processus d'adhésion à l'UE a fait naître l'espoir de trouver une solution au conflit mais de nombreuses attentes ne sont toujours pas comblées, surtout parmi les Chypriotes grecs. Les citoyens des villes et des villages de Chypre ont à peine su que des négociations se déroulaient à New York et en Suisse. Les efforts fournis par le secrétaire général Kofi Annan méritent le plus grand respect, mais il est difficile de communiquer 9 000 pages de traité aux deux communautés de l'île en quelques semaines et cela n'a clairement pas été possible à cause des divers intérêts politiques en jeu. Il existe plusieurs interprétations du plan même au sein de la coalition au pouvoir en République de Chypre, comme le démontrent les déclarations du président et des partenaires de la coalition. Nous ne pouvons pas passer sous silence ces appréciations différentes, Monsieur le Commissaire.

Pour les raisons que j'ai évoquées, des voix se sont élevées pour demander le report du référendum afin que les citoyens puissent être informés et se faire une opinion. Le parti au pouvoir, AKEL, qui est affilié à mon groupe, ne s'oppose pas au plan Annan mais, étant donné la situation, il s'inquiète grandement de l'échec éventuel du référendum, comme nous en avons déjà parlé au sein de cette Assemblée. Nous avons une nouvelle fois besoin aujourd'hui de signaux clairs de la part de l'UE et des Nations unies. Nous ne devrions pas minimiser la situation. Le pays a connu la guerre. La partie nord de Chypre est sous occupation turque depuis 30 ans. Vu les craintes existantes, il faut envoyer des signaux concernant la paix et la sécurité de façon plus claire et, en gardant à l'esprit ces inquiétudes, il faut déclarer sans ambiguïté qu'aucune partie ne bénéficiera d'avantages unilatéraux. Même en ce qui concerne les 100% que vous mettez en cause à juste titre, un problème subsiste, à savoir que ces craintes existent tout simplement. La politique n'est pas une question d'irrévocabilité et de vérités éternelles - le processus de réunification allemande nous l'a appris. Il s'agit de processus en constante évolution qui peuvent être organisés à l'avance dans une certaine mesure tout en nécessitant cependant une approche proactive et très mesurée à chaque étape. Dans cette situation critique, l'UE a le devoir, avec les Nations unies, de constituer un partenaire fiable pour la République de Chypre, mais également pour les deux communautés, dans le cadre de la résolution du conflit. Chypre et l'Europe dans son ensemble sortiront gagnantes si nous parvenons à cicatriser cette blessure.

Cohn-Bendit (Verts/ALE). - (DE) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous nous trouvons en effet dans une situation non seulement difficile mais également très triste. Cela fait des années que nous affirmons dans ce Parlement que nous ne pouvons pas laisser une position nationaliste turque empêcher l'adhésion de Chypre à l'Union européenne. Nous avons toujours fait preuve de détermination à cet égard. Cependant, cela nous a menés dans un piège contre lequel les Verts nous avaient mis en garde il y a quelques années. Nous avons demandé quelles garanties il y avait qu'en cas de volte-face du côté turc, l'adhésion assurée de la partie chypriote grecque ne se ferait pas au détriment de la partie nord de l'île. Ce débat a toujours été négligé dans cette Assemblée, négligence qui nous coûte cher aujourd'hui.

Il est impossible de renverser la vapeur et les Chypriotes grecs ne décideront pas de leur propre avenir lorsqu'ils voteront au référendum. Ils décideront de l'avenir de la communauté chypriote turque du nord de l'île. Les Chypriotes grecs sont déjà sur le point de rejoindre l'Union européenne. Et maintenant, vous parlez du plan. Monsieur Modrow, réfléchissez-y un instant: c'est comme si les Sudètes allemands disaient: "nous refusons de laisser la République tchèque adhérer à l'Union européenne tant que nos revendications n'ont pas été entendues dans ce pays". Ce Parlement a déclaré sans équivoque que c'était inacceptable. En tant

qu'homme politique de gauche, je vous prie de transmettre ce message aux Chypriotes grecs également. Il s'agit d'un plan historique. À droite comme à gauche, en haut comme en bas, nous répétons sans cesse que l'ONU devrait faire ceci, l'ONU devrait faire cela... Aujourd'hui, l'ONU a tranché. Bien sûr, un plan est un plan; il ne reflète ni la position des Chypriotes grecs ni celle des Chypriotes turcs. Le plan des Nations unies représente une tentative de supprimer la dernière frontière de fils barbelés d'Europe. Quelle est notre réponse? Les sophistes - puisque nous traitons avec des Grecs ici - sont revenus au pouvoir; ils disent: "oui, nous avançons dans la bonne direction, mais cela pourrait être mieux". Oui, le monde pourrait être meilleur, je l'admets. Le monde pourrait être nettement meilleur, et même si les Verts obtiennent la majorité absolue en Europe...

(Rires)

... le monde ne deviendra pas meilleur! Vous voyez, vous avez encore une fois réagi trop vite, mais je sais ce que je dis. Je suis convaincu que c'est le message que nous devons envoyer. Si la partie sud vote "non" et la partie nord "oui", l'Union européenne devrait engager des relations politiques avec la partie nord. Nous devons tout d'abord faire pression pour que soit levé l'embargo contre le nord de l'île. Les citoyens du nord ne devraient pas être pris en otage par le sud. C'est inacceptable pour des raisons de savoir-vivre politique. Nous verrons alors ce qui se passera. Mais une chose est sûre: il n'existe pas de plan onusien "possible": c'est le seul. Il n'y a pas d'avenir "possible": c'est le seul.

Nombre d'entre vous sont croyants. Je crois aux miracles. Je crois au miracle que les habitants de la partie sud de l'île se révéleront plus intelligents que leurs dirigeants autoproclamés, y compris les partis verts de Chypre.

(Applaudissements)

Dillen (NI). - (NL) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le fait que l'Europe ait eu l'idée de présenter à la Turquie la perspective d'adhérer à l'Union européenne à Helsinki sans imposer comme condition sine qua non qu'il soit mis un terme immédiatement et sans condition à l'occupation illégale du nord de Chypre témoigne d'une frivolité presque criminelle de la part du Conseil européen.

À Chypre, l'Europe poursuit sa route et met au placard le principe sacré de libre circulation des personnes sur lequel repose notre Union depuis des dizaines d'années. Je ne peux dès lors que comprendre parfaitement la position intransigeante des Chypriotes grecs et de leur président, M. Papadopoulos, qui rejettent le compromis timide du secrétaire général des Nations unies et qui, dans trois jours, diront "non" lors du référendum sur la réunification de leur île. Toutefois, il ne s'agit pas d'une réunification vu que l'occupation turque se poursuivrait. La frontière militaire demeurerait, les 100 000 colons turcs seraient autorisés à rester à Chypre, l'armée turque y resterait stationnée et les Chypriotes ne jouiraient pas des mêmes droits que d'autres citoyens de l'UE étant donné que leurs droits de propriété et leur droit d'entreprendre seraient limités.

Bref, le plan Annan perpétue et légalise l'occupation turque. C'est pourquoi je voudrais profiter de cette occasion pour promettre de soutenir sans réserve les Chypriotes grecs et répéter que, en ce qui nous concerne, la Turquie islamique ne doit jamais faire partie de l'Union européenne.

(Applaudissements)

Oostlander (PPE-DE). - (NL) Monsieur le Président, la déclaration exceptionnellement sombre du commissaire Verheugen nous choque tous particulièrement vu que nous sommes sur le point de trouver une solution, grâce au plan Annan. Nous avons pensé auparavant que le slogan "la solution n'est pas une solution" pouvait être attribué uniquement à M. Denktash. Cependant, nous constatons maintenant que ce slogan est également repris par le président de la République grecque de Chypre, ce qui est bien entendu inacceptable.

Les entretiens privés que j'ai eus avec M. Papadopoulos, de même que d'autres indications, m'ont toujours

donné l'impression désagréable que l'on nous dupait, que la République de Chypre ne souhaitait pas vraiment faire de son mieux pour trouver une solution au problème chypriote. Pourtant, le postulat selon lequel la République de Chypre ferait le maximum pour parvenir à une solution et y parviendrait constituait la base de l'adhésion de ce pays à l'Union européenne. Il semble que des gens supposent qu'il est également possible d'entrer dans l'Union européenne par ruse. C'est inacceptable.

Nous venons également d'entendre que des domaines couverts par les critères politiques de Copenhague, en particulier la liberté de presse et l'accès aux médias, sont inaccessibles non seulement à notre commissaire Verheugen et aux étrangers, mais aussi aux partis nationaux de l'opposition. Lorsque cela se passe dans d'autres pays, nous en prenons ombrage et nous leur disons que nous rompons les négociations avec eux, comme cela a été le cas avec la Roumanie, par exemple.

Ainsi, nous nous trouvons actuellement à la veille de l'adhésion d'un nouvel État membre qui l'a obtenue en trichant. Selon moi, nous ne pouvons en aucun cas accepter cela étant donné que cela révèle un manque de respect envers l'Union européenne. Nous l'avons vécu aussi par le passé avec la Slovaquie qui nous a dit que nous nous ingérons dans ses affaires internes. Pourtant, devenir membre de l'Union européenne signifie que l'on s'implique considérablement dans les affaires internes des autres. Cela vaut surtout pour des domaines couverts par les critères politiques de Copenhague, et en particulier pour des questions liées à la volonté de coopérer avec l'Union européenne de bonne foi dans le but d'atteindre une solution pouvant profiter énormément aux habitants tant de la partie nord que de la partie sud.

Rothe (PSE). - (DE) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Chypre rejoindra l'Union européenne le 1er mai. Nous avons toujours nourri l'espoir de voir le processus d'adhésion servir de catalyseur à la résolution du problème de la division de Chypre. Dans trois jours, les Chypriotes devront décider eux-mêmes s'ils souhaitent vivre dans un État réunifié après près de 30 années de division et s'ils désirent, après près de 30 ans, adhérer à l'Union européenne en tant qu'État réunifié. Depuis l'ouverture de la ligne verte aux Chypriotes le 23 avril de l'année dernière, nous avons vu très clairement que les Chypriotes des deux communautés veulent et peuvent coexister pacifiquement. Le plan Annan qui sera soumis au vote des deux communautés le 24 avril est un compromis entre les désirs et les demandes légitimes des deux parties. Il se peut que le plan ne soit pas parfaitement équilibré; peut-être présente-t-il des lacunes en ce qui concerne le pouvoir des autorités centrales et peut-être que les garanties quant à la mise en œuvre des diverses mesures manquent de clarté. Ces doutes justifient-ils vraiment un rejet du plan? Ces lacunes indéniables constituent-elles une raison suffisante pour rejeter les chances qu'offre cette proposition? Mes vingt années d'expérience acquise en cherchant une solution pour Chypre, pour son adhésion et son unité me disent que les chances dépassent de loin les risques.

Ce n'est pas nous qui devons décider le 24 avril. Même si nous espérons un résultat positif, nous accepterons la décision démocratique des citoyens chypriotes. Ce que le Parlement européen peut néanmoins dire avec certitude, c'est que nous sommes en 2004, et pas en 1964 ni en 1974. Une île de Chypre réunifiée deviendra membre de l'Union européenne et, en tant qu'État membre, elle ne jouira pas seulement de la protection totale qu'offre l'adhésion. Elle verra également que la responsabilité de l'Union européenne dans son ensemble d'assurer la mise en œuvre réussie du plan Annan garantit cette chance de coexistence pacifique.

Le Parlement européen s'engagera aujourd'hui à contrôler la totalité du processus de mise en œuvre par le biais de son travail en commission. Nous constatons en ce moment qu'il y a de nombreuses craintes, surtout chez les Chypriotes grecs qui se tournent vers le passé. Pourtant, mieux vaut se tourner vers l'avenir. La Turquie d'aujourd'hui est un pays qui a une perspective européenne. Ce n'est plus la Turquie de 1974. Les Chypriotes ont montré en décembre qu'ils ont pris leurs distances de façon significative par rapport à Rauf Denktash. Il est peu probable que de nouvelles occasions se représentent de sitôt. La seule alternative au plan est la division permanente et enracinée de l'île. Ce plan offre une chance qui ne devrait pas être galvaudée à cause d'informations erronées ou inappropriées.

En tant que députés européens, nous envoyons aujourd'hui un message à nos futurs concitoyens européens. Les déclarations d'un commissaire européen, du Parlement européen ou de divers députés ne constituent pas une ingérence dans les affaires internes de Chypre ni une pression exercée de l'extérieur. Il s'agit de conseils

bien intentionnés. Il s'agit d'informations qui se transmettent au sein de la famille dans laquelle nous devons modeler l'avenir de l'Europe à partir du 1er mai. J'espère que le jour de l'adhésion, le 1er mai, sera une vraie fête de la réunification chypriote - l'unification de tous les Chypriotes avec près de 450 millions de citoyens européens.

Davies (ELDR). - (EN) Monsieur le Président, le commissaire a dit qu'il s'était senti floué par le gouvernement de Chypre. Il a été trop poli. Sa confiance a été trahie, de même que celle de notre rapporteur, M. Poos.

Selon le droit international, toute l'île de Chypre rejoindra l'Union européenne le 1er mai, indépendamment du résultat du référendum, et les Chypriotes turcs deviendront citoyens de l'Union. Cependant, si les Chypriotes grecs rejettent le plan Annan, les Chypriotes turcs seront des citoyens de l'UE auxquels on refuse toute reconnaissance et toute représentation et que l'on continue d'appauvrir par des sanctions économiques appliquées par l'UE. Les Chypriotes turcs sont pris entre deux feux: d'un côté, ils sont menacés par les colons turcs, de l'autre, par la puissance économique des Chypriotes grecs. Ils ont été piètrement dirigés pendant des années. Pourtant, le vent a tourné, et s'ils votent "oui" au référendum de samedi, ils feront tout ce que l'ONU et nous-mêmes attendons d'eux. Dans de telles circonstances, il serait totalement inacceptable de maintenir des sanctions économiques. Nous ne pouvons pas persécuter nos propres citoyens. La présidence et la Commission doivent prendre, avec l'ONU, des mesures pour alléger les charges qui pèsent sur le transport et le commerce, et ce sans délai.

Papayannakis (GUE/NGL). - (EL) Monsieur le Président, permettez-moi de dire quelque chose qui diffère de ce que nous avons entendu jusqu'à présent.

Je pense que l'on a donné une image déformée de la situation. La majorité des forces politiques tant en Grèce qu'à Chypre estiment que le plan Annan pourrait contribuer à résoudre le problème chypriote, surtout dans la perspective de l'adhésion d'une île réunifiée à l'Union européenne. Telle est la vérité. On est en train de donner une image déformée de la situation. Il s'agit de savoir comment une partie de l'opinion publique la perçoit, comment elle se sent. Il y a là un problème, un énorme problème hérité du passé, à savoir la possibilité réelle que le plan soit réellement appliqué, dans les temps, dans son intégralité et conformément à tous les détails, qui sont particulièrement compliqués et difficiles. À cet égard, nous avons souvent vu des accords ne pas être respectés.

C'est pourquoi, au lieu de chercher un quelconque miracle, comme le suggère mon ami M. Cohn-Bendit, faisons ce qui est possible de faire. Cessons d'exagérer, de nous insulter et de nous critiquer. Ce que nous pouvons faire, c'est exiger des Nations unies et de l'Union européenne qu'elles donnent des garanties sérieuses et fiables que le plan Annan dans son intégralité, sous sa forme actuelle, sera appliqué et qu'il n'y aura pas de ruse ou de dérobade après un an, huit mois ou deux ans. Exigeons cela. C'est la seule chose que nous puissions faire pour l'instant avant que le référendum n'ait lieu. Nous aviserons pour le reste plus tard.

Maes (Verts/ALE). - (NL) Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Monsieur le Président en exercice du Conseil, la coexistence de deux peuples et de deux cultures dans un pays est souvent une affaire délicate. La sagesse est nécessaire mais les sentiments entrent aussi en jeu. Le plan Annan est un bon plan, mais c'est une solution issue de la raison. Pourtant, les Chypriotes ne choisissent pas seulement avec leur tête, ils le font aussi avec leur cœur.

Trente ans d'occupation, c'est long. J'ai entendu l'interview d'une Chypriote turque à la radio. Elle disait que, dans sa jeunesse, elle pensait qu'il n'y avait que des hommes de l'autre côté de l'île. Nous demandons aux Chypriotes de dire "oui" au plan Annan, car nous sommes sûrs qu'il leur apportera la paix, la réconciliation et des perspectives d'avenir. Mais la population fait-elle suffisamment confiance aux pays qui doivent assurer la mise en œuvre de ce plan par exemple? La Turquie, la Grèce et le Royaume-Uni n'ont-ils pas eu leur propre programme tout au long de l'histoire de Chypre. A-t-on suffisamment œuvré à l'établissement de la confiance entre les personnes au cours de ces trente années?

Nous demandons aux Chypriotes de dire "oui", mais n'oublions pas, en vue de l'adhésion de certains pays

des Balkans, qu'il est essentiel de gagner la confiance de la population. Je viens d'entendre M. Verheugen dire que c'est nous qui organisons l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, mais que c'est la Grèce qui doit rendre possible l'unité de ce pays. Je trouve cela plutôt choquant: où se trouve le peuple chypriote dans tout cela?

Eh bien, ce peuple aura son mot à dire. Nous lui demandons de dire "oui", mais de même, s'il manque encore de confiance pour le faire, nous devons continuer à renforcer cette confiance et garantir que le processus de réunification est une réussite et que ce qui n'est pas possible aujourd'hui le sera demain.

Trakatellis (PPE-DE). - (EL) Monsieur le Président, notre position, brièvement, comme l'a expliqué aussi le président grec Karamanlis et comme vient de le décrire mon ami M. Brok, est que les éléments positifs du oui l'emportent sur les éléments négatifs, surtout lorsque le oui à la réunification de Chypre est considéré sous l'angle européen, en d'autres termes, sous l'angle de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne.

Néanmoins, reste à savoir comment nous pouvons contribuer au oui, comment nous pouvons tenter d'amener les gens à dire oui au référendum. Cependant, si nous voulons le faire, nous devons comprendre pourquoi le non a trouvé et trouve un si large écho parmi les Chypriotes. Je vous citerais quelques exemples. Pourquoi les milliers de réfugiés voteraient-ils oui alors que leur avenir semble incertain, qu'ils ne rentreront pas tous chez eux et qu'ils n'auront pas tous accès à la propriété, et ceci tout en étant également privés en même temps du droit de l'homme fondamental qui est la protection judiciaire de la Cour européenne des droits de l'homme? De même, maintenir Chypre, un État membre de l'Union européenne, sous un régime de garanties de la part de pays tiers, dont l'un n'est même pas membre de l'Union, va à l'encontre des principes de l'UE et affaiblit le développement de la politique européenne de sécurité et de défense, outre le fait que la présence permanente des troupes grecques et turques sur l'île s'oppose au principe de démilitarisation établi par ce plan. Je pourrais m'étendre sur de multiples autres raisons qui sont à l'origine de l'écho que rencontre le non parmi les Chypriotes grecs.

Si, par conséquent, nous voulons promouvoir le oui, nous devons reconnaître et reprendre certaines de ces causes dans le texte sur lequel nous votons même s'il s'agit de listes de desiderata, tout en démontrant dans le même temps que la réalité européenne signifie également le Parlement européen, où les droits de l'homme ont occupé, occupent et occuperont une place centrale. C'est pourquoi nous essayons, avec ce texte, de transmettre l'idée qu'il y aura, comme M. Papayannakis l'a déclaré, des garanties concernant les questions de sécurité pour l'application du plan et que nous prêterons une oreille attentive aux questions des droits de l'homme. Ce n'est que de cette façon que nous pourrions convaincre de l'importance du oui au référendum, dorénavant sous l'angle européen. C'est la raison pour laquelle je vous prie instamment de faire en sorte que nous votions en faveur de certains amendements qui améliorent le texte et montrent que le Parlement européen est là pour soutenir le oui.

(Applaudissements)

Katforis (PSE). - (EL) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord faire part de mes regrets concernant le départ de M. Verheugen. Il avait manifestement d'autres affaires urgentes. J'approuve tout ce que le commissaire Verheugen a déclaré et partage sa déception sur cette question parce qu'il a vraiment été l'un des protagonistes à avoir énormément travaillé pour faire mûrir ce dossier, et ceci jusqu'à ce qu'il nous soit possible d'entamer la réconciliation matérielle entre les Grecs et les Turcs de Chypre.

Quand j'étais jeune, j'ai souffert dans mon propre pays de la suppression de la liberté de la presse et j'ai mal et j'ai honte quand je vois aujourd'hui les Grecs avides de liberté priver le commissaire Verheugen du droit de s'adresser à eux et de tenter de les persuader de ce qu'il considère être juste, lui qui a tant lutté pour parvenir à une situation satisfaisante.

Nous voulons que le oui l'emporte. Tous les hommes politiques grecs, emmenés par M. Papandreou, ont affirmé désirer voir le oui l'emporter. Nous voulons que les garanties formulées ici soient fournies avec insistance, mais la meilleure garantie réside dans le changement de la situation globale. Les Chypriotes sont divisés parce qu'ils ont été séparés par un régime colonial aujourd'hui en faillite, parce qu'ils ont été

séparés par la guerre froide. Plus rien de tout cela n'existe aujourd'hui. L'Union européenne a réfuté tout cela et les invite dans sa famille de sorte qu'ils puissent vivre différemment. Pas dans le but de perpétuer leur division. La meilleure garantie se trouve en eux et ils doivent la sortir d'eux-mêmes.

Je terminerai en rappelant à mes compatriotes de Chypre les paroles du grand homme politique grec Eleftherios Venizelos qui a dit que chaque nation se forge son propre destin et que chaque chose qu'il lui prend l'envie de faire est une chose en moins que l'ennemi doit faire.

Ludford (ELDR). - (EN) Monsieur le Président, je comprends pourquoi le commissaire Verheugen s'est senti floué par l'accord de 1999 selon lequel le gouvernement chypriote grec s'engageait à faciliter un règlement si l'accession n'était pas soumise à condition.

Mon opinion, dès 1999, était qu'il ne pouvait pas y avoir d'adhésion sans unification. Nous aurions dû laisser les deux parties dans l'expectative afin de maintenir la pression. On m'a critiquée pour cette opinion et on m'a accusée de parti pris. Il semble cependant que la communication avec les Chypriotes turcs - visant à les convaincre que l'Europe était amicale et accueillante - a été payante. La Commission européenne a également entrepris ce type d'effort face aux objections d'ordre juridique.

Les institutions de l'UE ont peut-être laissé de côté les Chypriotes grecs en manquant de défier suffisamment leur version de l'histoire ou de les encourager à prendre conscience qu'un compromis serait nécessaire - et non un retour à la situation d'avant 1974. Le Parlement assume une part de cette responsabilité. M. Poos a appelé les Chypriotes à laisser le nationalisme devant la porte. Je me félicite de cet appel. J'aurais seulement souhaité que cela ait été fait de façon constante dans les deux communautés au cours des cinq dernières années.

En effet, si le nord vote "oui" et le sud "non", le statu quo ne pourra pas durer et il faudra procéder à une nouvelle évaluation. Il faudra trouver les moyens de sortir les Chypriotes turcs de leur isolement politique et économique. Par exemple, nous devons renoncer à l'exigence selon laquelle seuls les Chypriotes de langue maternelle grecque pourront être fonctionnaires dans les institutions de l'UE. Il devra y avoir une délégation du Parlement européen en Chypre du Nord.

Mais je mets la charrue avant les bœufs. Je continue d'espérer vivement que les Chypriotes grecs, autant que les Chypriotes turcs, voteront samedi en faveur du "oui". La Banque mondiale prévoit un très fort regain de croissance de 5% par an s'ils le font.

Alyssandrakis (GUE/NGL). - (EL) Monsieur le Président, je souhaiterais en premier lieu faire part du soutien inconditionnel du parti communiste de Grèce aux Chypriotes insoumis qui, contrairement à l'Union européenne, ne jettent pas à la poubelle les résolutions de l'ONU sur l'invasion et l'occupation turques.

Tout en suivant le débat, je me suis souvenu des paroles d'un poète: combien de fois mes ennemis ne se sont-ils pas présentés comme mes amis. En effet, certaines personnes à Chypre ont fait confiance à l'Union européenne. Elles pensaient que l'acquis communautaire tant vanté permettrait de trouver une solution au problème. L'acquis communautaire s'est révélé être une supercherie, un vieux sac sans aucune valeur, tandis que des amis d'antan nous mettent maintenant sous pression, nous contraignent et nous menacent, y compris vous-même, Monsieur le Président, ainsi que M. Verheugen, qui affiche par son absence le mépris qu'il a pour nous.

Il est inacceptable et anormal que M. Verheugen accuse le président chypriote de le tromper. M. Papadopoulos et les autorités chypriotes grecques n'ont jamais promis qu'ils accepteraient un quelconque monstre concocté par le secrétaire général des Nations unies. De quoi le commissaire a-t-il peur? Des obligations découlant de l'occupation par un pays candidat d'une partie d'un État membre de l'Union européenne? À qui ou à quoi profite le plan Annan? Aux Chypriotes grecs et aux Chypriotes turcs ou à des desseins impérialistes plus généraux? Quel genre d'État est un État qui va servir d'entité à deux États pratiquement indépendants qui seront même capables d'envoyer des représentants aux Conseils européens et dans le cadre de missions diplomatiques, deux États qui auront besoin d'accords spéciaux afin d'organiser

leurs relations, tout en étant à la merci des puissances garantes et des cours et tribunaux étrangers? Dans quelle mesure les Chypriotes se sentiront-ils en sécurité sans leur propre armée, mais avec la présence militaire de la Turquie, de la Grèce, du Royaume-Uni et peut-être même de l'OTAN? Que pensez-vous du fait que les accords militaires entre le régime d'occupation et la Turquie sont convertis en droit communautaire primaire? Et comment jugez-vous l'obligation imposée à Chypre de soutenir la candidature de la Turquie en toutes circonstances?

Laissez enfin les Chypriotes grecs et turcs évaluer la situation, prendre une décision en fonction de leurs propres intérêts. Respectez leur histoire, respectez leur dignité, laissez tomber l'arrogance et la morgue du suzerain.

(Applaudissements)

Tannock (PPE-DE). - (EN) Monsieur le Président, en tant qu'ami de la vaste communauté chypriote que je représente à Londres, j'ai toujours été en faveur d'une réunification pacifique de Chypre. Je n'ai cependant jamais sous-estimé les difficultés politiques et pratiques découlant des 30 années qui ont suivi l'invasion, pendant lesquelles la Turquie a installé 120 000 colons du continent dans le nord de l'île, alors qu'ils ne partageaient pas l'héritage historique commun de l'île et ne parlaient généralement ni le grec, ni l'anglais, qui étaient auparavant les deux langues bicommunautaires.

Le plan Annan III a fait des avancées considérables sur le règlement des différends sur un mode sui generis honnête. Pourtant, j'ai reçu des centaines de courriers électroniques de mes électeurs Chypriotes grecs, inquiets que ce plan n'offre aucune garantie quant à la mise en œuvre par la Turquie du retrait des troupes et de la restitution du territoire et de la propriété. Il est intéressant de noter que même les Chypriotes grecs - les chanceux qui se sont vus promettre la restitution de leurs maisons - semblent opposés au plan. Ils contestent également le fait que la citoyenneté soit accordée aux colons du continent, comme si cela semblait récompenser l'agresseur et violer les conventions de Genève qui interdisent l'établissement de populations extérieures par le pouvoir occupant.

Le président chypriote Tassos Papadopoulos a rejeté les propositions et appelé la communauté chypriote grecque à voter "non". Je pense personnellement qu'il vaut mieux qu'il n'y ait pas de pression de l'extérieur sur le processus de référendum, et cela vaut également pour les députés de cette Assemblée, car cela pourrait être perçu comme une ingérence dans les affaires intérieures de Chypre.

De plus, si les deux communautés ne donnent pas leur libre consentement et que l'accord prend l'eau par la suite, la responsabilité en sera rejetée sur les acteurs qui auront conduit la population de Chypre à voter "oui".

Le gouvernement britannique est prêt à céder une partie du territoire constitué par ses bases indépendantes et dont il ne fait rien, si cela peut aider. Comme nombre de mes collègues, je souhaite que le processus référendaire se déroule au mieux et je respecterai l'issue du vote, le 24 avril, quel qu'en soit le résultat.

Souladakis (PSE). - (EL) Monsieur le Président, le référendum aura lieu dans trois jours à Chypre sur l'approbation ou le rejet du plan Annan. Un oui ou un non lors du référendum ne seront pas les deux faces d'une même pièce; il s'agira de faces différentes de pièces différentes. Le lendemain sera différent de la veille. Le débat d'aujourd'hui confirme le rôle crucial du Parlement européen dans l'ensemble de cette très longue évolution de l'espoir en ce qui concerne la question chypriote et le rôle extrêmement positif du commissaire Verheugen, de M. Poos et de l'ensemble de l'Union en général. Il incombe maintenant à tous les dirigeants politiques de Chypre, aussi bien des Chypriotes grecs que des Chypriotes turcs, en Grèce et en Turquie et dans l'ensemble de l'Union européenne d'assumer leurs responsabilités.

Le parti auquel j'appartiens, PASOK, et son président Georgos Papandreou jouent et ont joué un rôle central tout au long des événements à Chypre concernant la résolution du problème et son adhésion à l'Union européenne. L'heure de vérité a sonné. Nous devons tous relever les défis de l'histoire en regardant le dilemme droit dans les yeux et en réagissant de façon responsable et positive. Un vote positif, rassemblant

toutes les préoccupations mais opérant dans le nouvel environnement de l'Union, donne des perspectives d'avenir et d'espoir. Un vote négatif exige une réponse. Quoi qu'il en soit, la réponse viendra des Chypriotes. Le Parlement européen et l'Union européenne accordent leur soutien ainsi que leurs capacités pour ce qui est de garantir la sécurité de l'exploitation totale de l'ensemble des aspects du plan Annan. Nous devons demander la même chose à l'ONU.

Notre résolution d'aujourd'hui reflète précisément cette perspective. En tant que député grec qui a eu son premier contact avec la politique et la conscience politique pendant les manifestations et les combats des Chypriotes afin d'échapper au colonialisme anglais et ensuite au cours de tous les événements spectaculaires à Chypre, j'estime qu'un oui créera un équilibre historique avec des perspectives de réconciliation positive et historique, permettant à tout un chacun d'avoir confiance en un avenir favorable de prospérité et de sécurité pour tous, Chypriotes grecs, Chypriotes turcs et la région dans son ensemble.

Je voudrais terminer par une vieille devise grecque: le temps n'attend personne.

Marinos (PPE-DE). - (EL) Monsieur le Président - j'aurais souhaité pouvoir dire également "Monsieur le Commissaire" mais M. Verheugen est parti très tôt, ce que je regrette -, presque tous les partis politiques de Grèce et les plus grands partis de Chypre se sont déclarés favorables au plan Annan. Toutefois, ils partagent les craintes et les doutes des Chypriotes qui, dans le cas présent, ne suivent pas les partis.

La réaction négative des Chypriotes est due, selon moi, au fait que le temps presse grandement, ce qui n'a pas permis aux citoyens de s'informer calmement et de façon analytique. Mais comment pouvaient-ils être informés en 15 jours à compter de la présentation du dernier plan Annan? C'était impossible. Au contraire, l'incitation aux passions et la désinformation ont prévalu, attisant de ce fait les craintes et les doutes. Si le référendum était reporté, comme cela a été suggéré, les citoyens pourraient alors être informés plus calmement et de façon plus complète et des garanties claires et convaincantes pourraient être fournies en même temps pour que l'ensemble du contenu du plan et de l'accord soient respectés et ne soient pas violés une nouvelle fois par certaines des puissances garantes. C'est en effet là que le bât blesse, au sein des puissances garantes. Ce sont elles qui sont responsables de la plupart des catastrophes à Chypre. Ces garanties doivent aussi être fournies par le Conseil de sécurité, l'Union européenne et le Parlement européen qui, avec sa résolution améliorée par les amendements proposés par le PPE-DE, le parti socialiste et M. Papayannakis renforcera, selon moi, la tendance et le désir des Chypriotes de voter oui. Le Parlement européen ne doit pas donner l'impression d'exercer des pressions. Le chantage et les menaces de sanctions qui, malheureusement, ont aussi été proférées par des personnes officielles, sont à l'origine de la position négative d'un peuple mal informé et terrifié.

C'est la raison pour laquelle, en plus des garanties en matière de sécurité, la possibilité d'organiser un deuxième référendum doit subsister après le référendum qui se tiendra dans trois jours et qui semble devoir se solder par un non. Des Chypriotes mieux informés et de meilleures garanties en matière de sécurité seraient à même de changer le climat et donc de permettre, dans deux ou trois mois, un résultat positif pour lequel il y a de grands espoirs. Je ne comprends pas pourquoi la possibilité de réorganiser un référendum, qui est accordée à d'autres États membres si le vote est négatif, comme cela s'est passé dans votre pays, Monsieur le Président, ne devrait pas être accordée également aux Chypriotes. Je vous demande de voter en faveur de mes amendements qui rendent la résolution du Parlement européen encourageante, rassurante et cordiale vis-à-vis des Chypriotes grecs et turcs et, j'en suis sûr, les incitera à répondre plus favorablement au plan Annan.

(Applaudissements)

Le Président. - Nous avons estimé que le traité de Nice était tellement bon que nous devions voter à deux reprises à son sujet!

Tsatsos (PSE). - (EL) Monsieur le Président, le plan Annan présente incontestablement des problèmes pratiques. Il ne met pas les deux parties sur un pied d'égalité et prévoit des périodes de transition terriblement longues pour la transposition de l'acquis communautaire. Néanmoins, nous soutenons sans

réserve la motion de M. Poos de même que ses propositions constructives car premièrement, sur la base de la résolution, la partie nord est libérée de l'occupation turque illégale, la poursuite de la colonisation est interdite, certaines propriétés grecques sont restituées et un certain nombre de réfugiés peuvent revenir. Cette position positive dépend, comme cela a été répété à de maintes reprises aujourd'hui, d'un système strict de garanties en ce qui concerne le respect du plan Annan dans son intégralité. Deuxièmement, cela dépend également d'une déclaration expresse dans laquelle nous acceptons à l'avance de respecter le résultat, quel qu'il soit, comme le président du Conseil l'a judicieusement souligné en ce lieu aujourd'hui.

Dimitrakopoulos (PPE-DE). - (EL) Monsieur le Président, je souhaiterais tout d'abord féliciter M. Poos pour son travail, Mme Rothe pour les efforts qu'elle a fournis toutes ces années en tant que présidente de la commission parlementaire mixte, M. Oostland, M. Brok qui n'est pas ici et, bien évidemment, le commissaire Verheugen qui a malheureusement dû s'absenter.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il est vrai que nous tenons en ce moment un débat politique général sur le climat qui règne actuellement à Chypre à la veille du référendum de samedi plutôt que sur le contenu du plan Annan étant donné qu'un débat sur le contenu de ce plan, bien que ses points positifs soient nettement plus nombreux que ses points négatifs, pourrait se transformer en débat sur les détails et durer plusieurs heures.

Les positions de mes collègues, du commissaire et du président en exercice du Conseil de même que toutes les déceptions qui ont été exprimées au sein de cette Assemblée quant au climat qui prévaut actuellement à Chypre m'amènent à conclure, en dehors du vote positif ou négatif qui a également été débattu de long en large ici, que nous devrions aussi mener un débat analytique sur la proposition faite par le président du parlement chypriote, Dimitris Christofias, de reporter les référendums, surtout en ce sens que ce report devrait s'accompagner, d'une part, de la clarification de certains points problématiques du plan, tels que les questions de sécurité - je demanderais à M. Patten de transmettre à M. Verheugen la question du droit primaire et des personnes qui saisissent les instances judiciaires - et, d'autre part, de travaux du Conseil de sécurité sur la nouvelle résolution que nous désirons, laquelle inclura des garanties. Je pense que ces deux pôles contribueront sans aucun doute à inverser la tendance.

Je voudrais terminer en disant qu'une opinion doit bien sûr être exprimée et que cette opinion du Parlement européen s'exprime au travers de la résolution déposée par M. Poos avec, bien entendu, tous les amendements qui ont été proposés.

(Applaudissements)

Roche, Conseil. - (EN) Monsieur le Président, je souhaite remercier les honorables députés pour leurs contributions.

Monsieur le Président, vous et moi, nous venons tous deux d'une île divisée, et nous comprenons un peu de la passion qu'engendra un débat de cette nature sur l'île de Chypre. Nous comprenons aussi qu'un conflit, enraciné dans l'histoire et transmis de génération en génération, n'est pas facile à résoudre. Cependant, nous comprenons aussi, en tant qu'hommes politiques pragmatiques, que de temps à autre - peut-être une fois par génération ou même encore plus rarement - se présente l'opportunité de véritablement changer les choses. L'accord proposé par Kofi Annan offre une telle opportunité. Comme je l'ai dit plus tôt, la décision appartient aux habitants de Chypre, à la fois ceux du Nord et ceux du Sud. C'est leur décision, une décision qui n'appartient qu'à eux et que nous respecterons.

Pour faire court, je ne peux que répéter ce qu'a dit le président en exercice du Conseil, le Taoiseach, M. Ahern, hier soir. Je devrais tout d'abord souligner que nous devons peser nos mots avec beaucoup de précaution, car nous pouvons tous comprendre les souffrances et l'inquiétude en jeu et nous devons être très prudents afin que rien ne soit dit ou fait, dans les prochaines 72 heures, qui puisse empirer une situation déjà bien sombre.

Hier soir, M. Ahern a résumé la position du Conseil européen de la façon suivante: "Ce sont des jours

cruciaux pour Chypre et ses habitants. Samedi, la population de l'île - du Nord et du Sud - votera, dans le cadre de référendums, sur le plan de règlement présenté par le secrétaire général des Nations unies. Grâce à leurs efforts patients et déterminés de coopération avec les parties, le secrétaire général et son équipe laborieuse ont créé une opportunité historique unique pour un règlement du problème de Chypre. Dans son rapport au Conseil de sécurité des Nations unies, publié hier, Kofi Annan expose clairement que le plan proposé est le seul possible, le seul chemin envisageable pour la réunification de Chypre. La décision appartient maintenant aux habitants de Chypre et à eux seuls, exerçant librement leurs droits démocratiques. La population de Chypre sait que le Conseil européen préférerait largement l'accession d'une Chypre unie à l'Union le 1er mai. L'Union européenne est prête à adapter les termes du règlement aux principes qui fondent notre Union. En tant que président du Conseil européen, j'ai mené ces derniers mois des discussions sur Chypre avec des dirigeants politiques à travers toute l'Europe". Et - ce point est primordial, Monsieur le Président - "il est exact de dire que la grande majorité considère que le règlement proposé est une bonne solution pour les deux communautés de Chypre ainsi que pour l'Union européenne".

C'est l'opinion du président en exercice du Conseil et de la grande majorité des dirigeants démocratiquement élus des États membres de l'Union européenne.

J'ai dit au début que nous devons soigneusement peser nos mots. Nous ne voulons pas engendrer de difficultés ou être perçus comme voulant influencer des décisions qui relèvent en fin de compte de la population chypriote. Nous souhaitons le meilleur aux habitants de Chypre dans les dernières heures avant qu'ils ne prennent leur décision, et nous espérons que cette décision servira au mieux les intérêts de la population de l'île de Chypre dans son intégralité - à la fois celle du Nord et celle du Sud.

(Applaudissements)

Patten, Commission. - (EN) Je ne souhaite dire qu'un ou deux mots sur un sujet qui ne relève pas de mon domaine de compétence habituel. Premièrement, je souhaite présenter des excuses au nom du commissaire Verheugen, qui a dû partir avant la fin du débat. Il avait un autre rendez-vous extrêmement important et il était prévu que ce débat se termine beaucoup plus tôt. Cependant, je comprends la raison pour laquelle le débat a duré si longtemps: il réveille des passions considérables et suscite l'intérêt de toutes les parties de cette Assemblée.

On nous a demandé ce qu'il adviendrait si la partie grecque de l'île votait "non" et que la communauté turque votait "oui". Je souhaite souligner le fait que la Commission a déjà annoncé qu'elle ferait bientôt des propositions pour aider la communauté turque dans cette triste éventualité, même si nous continuons d'espérer qu'elle ne se produise pas. Il est évident que nous ne pouvons pas accepter que la communauté turque assume les conséquences économiques et sociales d'une décision prise par d'autres. Nous devons donc essayer de trouver une solution au problème de l'isolement économique turc aussi efficacement et rapidement que possible.

Je souhaiterais parler brièvement du Conseil européen d'Helsinki de 1999, le premier Conseil européen auquel j'ai participé. Comme je l'ai rappelé, nous avons toujours su que la politique que nous avons choisie alors était intrinsèquement risquée. Ce n'est pas une surprise. Nous pensions qu'il était important d'essayer de dissocier le conflit chypriote de l'intégration de l'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne. Je crois que nous avons alors pris la bonne décision et je pense que c'était la bonne façon de procéder. Toutefois, dans ce contexte et à la lumière de certains points évoqués par le commissaire Verheugen, vous comprendrez pourquoi le commissaire n'est pas le seul à ressentir douloureusement la façon dont on nous a lâchement laissé tomber ces derniers jours et ces dernières semaines. C'est un sentiment largement répandu au sein de la Commission et qui fait son chemin au-delà de cette dernière. Je continue à espérer qu'on ne nous laissera pas tomber. Cependant, on ne peut pas ignorer le fait que, d'une certaine façon, nous avons été dupés.

[...]